

Municipalité de Frontenac

Province de Québec
Municipalité de Frontenac

Mardi 6 mai 2025 se tenait à 19h30, dans la grande salle communautaire de l'hôtel de ville, la séance ordinaire de mai 2025. Sont présents, le maire M. Gaby Gendron et les conseillers suivants :

Mme Lucie Boulanger	Mme Sonya Provost
Mme Mélanie Martineau	M. Andy Maheux
M. René Pépin	M. Marcel Pépin

Tous formant quorum sous la présidence de Monsieur le maire. Le directeur général et greffier-trésorier, M. Jean-Sébastien Roy et Mme Mannon Dupuis, secrétaire, sont présents sur place.

2025-119 Proposé par M. Marcel Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que l'ordre du jour soit adopté, tel que présenté.

Adoptée.

2025-120 Proposé par M. René Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que les minutes de la séance du 8 avril 2025 soient acceptées.

Adoptée.

2025-121 Proposé par Mme Lucie Boulanger,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que les comptes pour un montant de 51 483.20\$ soient payés, et ce, à même les montants prévus à cette fin;

Qu'une copie de la liste des comptes à payer, incluant les revenus du mois, soit archivée à la municipalité sous la côte 2025-05.

Adoptée.

2025-122 Attendu que la municipalité a signé une entente avec la compagnie Passeport Animal Inc. afin que ceux-ci prennent en charge la gestion de l'émission des licences pour les chiens et faire appliquer la réglementation municipale concernant les animaux domestiques;

Attendu que nous avons reçu une demande de Passeport Animal Inc. afin de préciser qu'il est interdit sur le territoire de la municipalité de laisser de la nourriture pour les chats errants à l'extérieur;

Il est proposé par M. René Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la municipalité désire préciser qu'il est interdit à quiconque de nourrir un animal domestique errant en distribuant de la nourriture ou en laissant de la nourriture ou des déchets de nourriture à l'air libre, que le gardien de cet animal soit connu ou non.

Adoptée.

2025-123 Il est, par la présente, donné avis de motion, par la conseillère, Mme Lucie Boulanger, qu'il sera adopté, à une séance subséquente, le « **RÈGLEMENT NO. 496-2025 CONCERNANT LA GESTION CONTRACTUELLE** »;

Il est, par la présente, déposé par Mme Lucie Boulanger, conseillère, le projet du « **RÈGLEMENT NO. 496-2025 CONCERNANT LA GESTION CONTRACTUELLE** » qui sera adopté à une séance subséquente.

Adoptée.

PROJET

RÈGLEMENT N° 496-2025

RÈGLEMENT NO. 496-2025 CONCERNANT LA GESTION CONTRACTUELLE

ATTENDU QUE le Règlement numéro 489-2024 modifiant le règlement no. 458-2021 sur la gestion contractuelle a été adopté par la Municipalité le 22 novembre 2024, conformément à l'article 938.1.2 du *Code municipal du Québec* (« CM »);

ATTENDU QUE la *Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives* (L.Q. 2023, chapitre 33), sanctionnée le 8 décembre 2023 (projet de loi 39), de même que la *Loi édictant la Loi visant à protéger les élus municipaux et à favoriser l'exercice sans entraves de leurs fonctions et modifiant diverses dispositions législatives concernant le domaine municipal* (L.Q. 2024, chapitre 24), sanctionnée le 6 juin 2024 (projet de loi 57), modifient certaines dispositions du CM relativement à certaines mesures qui peuvent être adoptées par les Municipalités dans leur règlement de gestion contractuelle;

ATTENDU QU'il est nécessaire d'apporter de nouvelles modifications dans le présent règlement de gestion contractuelle pour y ajouter des mesures facultatives en matière d'octroi de certains contrats lorsque les conditions applicables sont rencontrées;

ATTENDU QU'un avis de motion du présent règlement a été donné lors de la séance du conseil du _____ et qu'un projet de règlement a été déposé lors de cette même séance;

EN CONSÉQUENCE, IL EST :

Proposé par _____, conseiller, et résolu à l'unanimité des conseillers présents, que le présent règlement soit adopté et qu'il soit ordonné et statué comme suit :

ARTICLE 1 PREAMBULE

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante

ARTICLE 2 OBJECTIFS

Le principal objectif du présent règlement est d'assurer aux contribuables de la Municipalité que les sommes dépensées aux fins de l'achat de biens ou de services le sont conformément aux principes de transparence et de saine gestion qu'ils sont en droit de s'attendre de leurs représentants.

Le présent règlement porte les mesures minimales qui sont exigées par les dispositions de la loi.

Municipalité de Frontenac

ARTICLE 3 TERMINOLOGIE

« **Achat** » Toute fourniture d'un bien ou d'un service requis dans le cours des opérations de la Municipalité.

« **Appel d'offres** » Processus d'acquisition publique ou par voie d'invitation écrite qui sollicite auprès des fournisseurs des propositions écrites de prix pour des biens ou services comportant une dépense de 60 000\$ et plus, suivant les conditions définies à l'intérieur de documents prévus à cette fin.

« **Bon de commande** » Document confirmant à un fournisseur la marchandise à livrer ou le service à exécuter selon les conditions afférentes.

« **Contrat** » Tout engagement par lequel la Municipalité obtient des services, fait exécuter des travaux ou achète des biens et pour lequel elle s'engage à déboursier une somme à titre de paiement à un entrepreneur ou à un fournisseur, à l'exception d'un contrat de travail.

« **Dépassement de coût** » Tout coût excédentaire au coût initial d'un contrat.

ARTICLE 4 APPLICATION

Le présent règlement est applicable à tout contrat conclu par la Municipalité sans égards aux coûts prévus pour son exécution, à l'exception d'un contrat de travail.

Le directeur général et secrétaire-trésorier est responsable de l'application du présent règlement.

Au moins une fois l'an, la municipalité dépose, lors d'une séance du conseil un rapport concernant l'application de ce règlement, conformément à l'article 938.1.2 C.M.

ARTICLE 5 PORTEE

Le présent règlement s'applique au maire, aux membres de conseil, de même qu'au personnel de la Municipalité.

Il lie les soumissionnaires, les fournisseurs, de même que toute personne qui, par ses actions, cherche à conclure un contrat avec la Municipalité.

Le présent règlement n'a pas pour objectif de remplacer ou modifier toute disposition législative ou règle jurisprudentielle applicable en matière de gestion de contrats municipaux.

ARTICLE 6 GENERALITES

6.1 Règles de passation des contrats

La Municipalité respecte les règles de passation des contrats prévues dans les lois qui la régissent, dont le *Code municipal du Québec*. De façon plus particulière :

- a) elle procède par appel d'offres sur invitation lorsque la loi ou le règlement adopté en vertu de l'article 938.0.1 C.M. impose un tel appel d'offres, à moins d'une disposition particulière, à l'effet contraire, prévue au présent règlement ;
- b) elle procède par appel d'offres public dans tous les cas où un appel d'offres public est imposé par la loi ou par le règlement adopté en vertu de l'article 938.0.1 C.M.;

- c) elle peut procéder de gré à gré dans les cas où la loi ou le présent règlement lui permet de ce faire.

Rien dans le présent règlement ne peut avoir pour effet de limiter la possibilité pour la Municipalité d'utiliser tout mode de mise en concurrence pour l'attribution d'un contrat, que ce soit par appel d'offres public, sur invitation ou par une demande de prix, même si elle peut légalement procéder de gré à gré.

6.2 Contrats de gré à gré

Pour certains contrats, la Municipalité n'est assujettie à aucune procédure particulière de mise en concurrence. Le présent règlement ne peut avoir pour effet de restreindre la possibilité, pour la Municipalité, de procéder de gré à gré pour ces contrats. Il s'agit, notamment, de contrats :

- a) qui, par leur nature, ne sont assujettis à aucun processus d'appel d'offres (contrats autres que des contrats d'assurance, fourniture de matériel ou de matériaux, services et exécution de travaux);
- b) expressément exemptés du processus d'appel d'offres;
- c) d'assurance, pour l'exécution de travaux, pour la fourniture de matériel ou de matériaux ou de services qui comportent une dépense inférieure à 60 000 \$.

6.3 Contrats pouvant être conclus de gré à gré

Tout contrat comportant une dépense d'au moins 25 000 \$, mais inférieure à 60 000 \$, peut être conclu de gré à gré par la Municipalité.

6.4 Conclure certains contrats avec un membre du conseil, un fonctionnaire ou un employé pour des commerces de proximité

Malgré les articles 304 *L.E.R.M.* et 269 *C.M.*, la Municipalité peut conclure un contrat d'acquisition ou de location de biens dans un commerce dans lequel un élu, un fonctionnaire ou un employé de la Municipalité détient un intérêt, tel que le permet l'article 305.0.1 *L.E.R.M.* et 269.1 *Code municipal*. Le commerce visé par ce contrat doit faire partie des types de commerces déterminés par le « *Règlement déterminant, pour l'application des articles 116.0.1 de la Loi sur les cités et villes, 269.1 du Code municipal et 305.0.1 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, les types de commerces dans lesquels des biens peuvent être acquis ou loués* », soit :

- Alimentation;
- Restauration;
- Station-service;
- Pharmacie;
- quincaillerie;
- Vente de pièces mécaniques;
- Location de machinerie ou d'outils.

Si un tel contrat est accordé, une publication est faite sur le site Internet de la Municipalité où doit apparaître :

- Le nom du fonctionnaire, de l'employé ou de l'élu ;
- Le nom de l'entreprise avec qui le contrat est conclu, le cas échéant ;

Municipalité de Frontenac

- La liste de chacun des achats et des locations effectués et des montants de ceux-ci.

6.5 Conclure certains contrats de service manuel à un membre du conseil ou à une entreprise dans laquelle il a un intérêt

Malgré les articles 304 *L.E.R.M.* et 269 *C.M.*, la Municipalité peut conclure un contrat de service manuel exécuté sur son territoire à un membre du conseil ou à une entreprise dans laquelle il a un intérêt, tel que le permet l'article 305.0.1 *L.E.R.M.*

Si un tel contrat est accordé, une publication est faite sur le site Internet de la Municipalité où doit apparaître :

- Le nom de l' élu ;
- Le nom de l'entreprise avec qui le contrat est conclu, le cas échéant ;
- L'objet du contrat de service et son prix.

6.6 Inadmissibilité à contracter avec un organisme public

Aucun contrat ne peut être conclu entre la Municipalité et une personne physique ou morale qui ne peut obtenir de contrat public avec une municipalité en vertu d'une loi ou d'un règlement à cet effet, notamment en matière fiscale ou électorale. Si l'adjudicataire est inadmissible ou incapable de contracter avec la Municipalité en raison d'une telle loi ou d'un tel règlement, tout contrat qui lui sera octroyé sera considéré comme nul et l'adjudicataire sera tenu de rembourser à la Municipalité la totalité des sommes qui lui auront été versées et de réparer le préjudice causé à la Municipalité du fait de la nullité du contrat.

Sans limiter la portée générale du paragraphe précédent, toute soumission présentée par un soumissionnaire dont le nom apparaît sur le Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics et sur le Registre des personnes non admissibles aux contrats publics, sera automatiquement rejetée (annexe VI).

6.7 Attestation émise par Revenu du Québec

En vertu de la Loi sur les contrats des organismes publics, tout prestataire de service doit détenir une attestation émise par Revenu du Québec laquelle doit être jointe avec sa soumission. À défaut de recevoir ce document, la Municipalité ne peut accorder aucun contrat. La Municipalité se réserve cependant le droit de permettre au soumissionnaire de transmettre ladite attestation, et ce, entre le dépôt de la soumission et l'évaluation des offres (annexe VI).

6.8 Attestation de l'office de la langue française

Conformément à l'article 152.1 de la Charte de la langue française (la Charte), la Municipalité ne peut conclure un contrat avec l'entreprise ou le fournisseur assujetti(e) à l'obligation de s'inscrire auprès de *l'Office québécois de la langue française* lorsque cette entreprise ne possède pas d'attestation d'inscription, n'a pas fourni, dans le délai prescrit, l'analyse de sa situation linguistique, ne possède pas d'attestation d'application de programme ni de certificat de francisation ou si son nom figure sur la liste prévue à l'article 152 de la Charte.

Si l'adjudication du contrat survient après la période de validité de l'attestation jointe à la soumission du plus bas soumissionnaire

Municipalité de Frontenac

conforme, ce dernier devra produire une attestation valide avant l'octroi du contrat.

Le défaut de respecter une condition imposée par l'Office en vertu de la Charte de la langue française en lien avec l'obligation d'inscription auprès de l'Office peut entraîner le rejet de la soumission (annexe VI).

6.9 Déclaration des exigences d'intégrité et engagement

Lors du dépôt de sa soumission, le soumissionnaire s'engage à produire par écrit une déclaration d'intégrité conforme au *Règlement établissant la formule de la déclaration d'intégrité devant être produite par une entreprise en vue de la réalisation d'un contrat public*. Il est entendu que le défaut de fournir la déclaration d'intégrité selon l'article 21.2 de la Loi sur les contrats des organismes publics ou l'absence de signature entraînera le rejet automatique de la soumission (annexe V).

ARTICLE 7 MESURES

7.1 Les mesures visant à assurer que tout soumissionnaire ou l'un de ses représentants n'a pas communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à la demande de soumissions pour laquelle il a présenté une soumission

7.1.1 La municipalité adopte un règlement par lequel elle prévoit que les membres du comité de sélection sont nommés par un fonctionnaire et que leur identité demeure confidentielle jusqu'à la fin de leurs travaux.

7.1.2 Les membres d'un comité de sélection doivent s'engager à ne pas divulguer le mandat qui leur a été confié par la Municipalité jusqu'à la fin de leurs travaux.

7.1.3 Le secrétaire d'un comité de sélection, tout membre du conseil ou employé de la municipalité doit préserver la confidentialité de l'identité des membres d'un comité de sélection, et ce, jusqu'à la fin de leurs travaux.

7.1.4 Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit affirmer solennellement, par une déclaration écrite qu'il doit joindre à sa soumission, qu'à sa connaissance et après une vérification sérieuse, ni lui, ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenté de communiquer avec un membre du comité de sélection, dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à l'appel d'offres.

Le soumissionnaire doit produire cette déclaration avec la soumission ou dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant une demande écrite de la municipalité à cet effet. Passé ce délai, le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

7.1.5 Tout appel d'offres doit prévoir, advenant qu'une personne communique ou tente de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à une demande de soumission pour laquelle elle, ou une personne qu'elle représente, a présenté une soumission, que cette soumission sera rejetée.

- 7.1.6 Tout contrat doit prévoir une clause permettant à la Municipalité de résilier ce contrat si le fait qu'une personne ait communiqué ou tenté de communiquer, dans le but de l'influencer, avec un des membres du comité de sélection relativement à une demande de soumission, est découvert après son attribution.

7.2 Les mesures favorisant le respect des lois applicables qui visent à lutter contre le truquage des offres

- 7.2.1 Aucun employé ou membre du conseil ne peut divulguer un renseignement permettant de connaître le nombre ou l'identité des personnes qui ont présenté une soumission ou qui ont demandé une copie de la demande de soumissions, d'un document auquel elle renvoie ou d'un document additionnel qui y est lié jusqu'à l'ouverture des soumissions.
- 7.2.2 Tout appel d'offres doit prévoir que le soumissionnaire doit, pour tout renseignement, s'adresser uniquement par écrit au directeur général ou à son représentant dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres.
- 7.2.3 Tout employé ou membre du conseil de la Municipalité ne doit pas communiquer de renseignement à un soumissionnaire dans le cadre d'un processus d'appel d'offres et doit le diriger obligatoirement vers le directeur général ou son représentant dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres.
- 7.2.4 Tout renseignement disponible concernant un appel d'offres doit être accessible de manière impartiale et uniforme pour tous les soumissionnaires potentiels. Plus particulièrement, le directeur général doit s'assurer que les documents qui auraient été préparés par un consultant pour la Municipalité et qui contiennent des renseignements techniques doivent être accessibles à l'ensemble des soumissionnaires potentiels.
- 7.2.5 Tout appel d'offres doit prévoir que pour être admissible à l'adjudication d'un contrat, un soumissionnaire, ainsi que tout sous-traitant qu'il associe à la mise en œuvre de sa soumission, ne doit pas avoir été déclaré, dans les cinq (5) dernières années, coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autres actes de même nature, ou tenu responsable de tels actes à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat, par une décision finale d'un tribunal, d'un organisme ou d'une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires.
- 7.2.6 Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire ou tout sous-contractant qu'il associe à la mise en œuvre de sa soumission doit affirmer solennellement, par une déclaration écrite qu'il doit joindre à sa soumission, qu'à sa connaissance et après vérification sérieuse, ni lui ni aucun de ses sous-traitants n'a été déclaré, dans les cinq (5) dernières années, coupable d'infraction à une loi visant à contrer le truquage des offres telles que la *Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction* (L.Q., 2009, c. 57) et la *Loi sur la concurrence* (L.R., 1985, ch. C-34), ni reconnu coupable de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou, tenu responsable de tel acte à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat, par une décision finale d'un tribunal, d'un organisme ou d'une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires.

7.3 Les mesures visant à assurer le respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (chapitre T-11.011) et du Code de déontologie des lobbyistes adopté en vertu de cette loi

- 7.3.1. Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit affirmer solennellement, par une déclaration écrite qu'il doit joindre à sa soumission, que si des communications d'influence ont eu lieu pour l'obtention du contrat, elles ont respecté la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (dont des extraits sont joints en annexe) et le Code de déontologie des lobbyistes.

Le soumissionnaire doit produire cette déclaration avec la soumission ou dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant une demande écrite de la municipalité à cet effet. Passé ce délai, le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

- 7.3.2 Tout contrat doit prévoir une clause permettant à la Municipalité, en cas de non-respect de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme ou le Code de déontologie des lobbyistes, de résilier ce contrat si le non-respect est découvert après son attribution, et ce, pour autant que le manquement soit lié à des événements directement reliés au contrat avec la Municipalité.

7.4 Les mesures ayant pour but de prévenir les gestes d'intimidation, de trafic d'influence ou de corruption

- 7.4.1 Les garanties financières exigées d'un soumissionnaire doivent être adaptées en fonction de la nature réelle du besoin en vue d'éviter de les surévaluer.

- 7.4.2 Aucune clause d'un appel d'offres ne doit permettre le retrait d'une soumission après son ouverture. La garantie de soumission déposée doit être confisquée et l'excédent de coûts pour la Municipalité, le cas échéant, doit être réclamé du soumissionnaire défaillant, s'il était le plus bas soumissionnaire conforme.

- 7.4.3 En vue d'éviter de mettre en présence les fournisseurs potentiels, aucune participation obligatoire à des visites de chantiers en groupe ne doit être prévue.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'un projet de réfection d'ouvrage existant dont l'ampleur est telle que le projet ne peut pas être décrit de façon précise aux documents d'appel d'offres, les visites obligatoires doivent être effectuées de manière individuelle sur rendez-vous avec les preneurs de documents d'appel d'offres.

- 7.4.4 Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit affirmer solennellement, par une déclaration écrite qu'il doit joindre à sa soumission, qu'à sa connaissance et après une vérification sérieuse, sa soumission est établie sans collusion, communication, entente ou arrangement avec un concurrent.

Le soumissionnaire doit produire cette déclaration avec la soumission ou dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant une demande écrite de la municipalité à cet effet. Passé ce

Municipalité de Frontenac

délai, le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

- 7.4.5 Toute déclaration de culpabilité d'un soumissionnaire à l'effet qu'il aurait établi une soumission avec collusion, communication, entente ou arrangement avec un concurrent, doit être sanctionnée par son inéligibilité à soumissionner pour tout contrat avec la Municipalité pendant cinq (5) ans qui suivent sa reconnaissance de culpabilité.
- 7.4.6 Tout appel d'offres doit prévoir que la soumission présentée par un entrepreneur ou un fournisseur reconnu coupable de corruption dans le cadre du processus d'adjudication d'un contrat municipal doit être rejetée lorsqu'elle est présentée dans les cinq (5) ans qui suivent sa déclaration de culpabilité.

7. 5 Les mesures ayant pour but de prévenir les situations de conflits d'intérêts

- 7.5.1 Le comité de sélection doit être composé d'au moins trois (3) membres, autres que des membres du conseil, dont au moins un (1) doit être externe à la Municipalité.
- 7.5.2. Le comité de sélection doit être constitué avant le lancement de l'appel d'offres, mais sa composition doit être gardée confidentielle.
- 7.5.3 Chaque membre du comité de sélection doit remplir un engagement solennel, selon le formulaire joint en annexe du présent règlement :
 - a) à exercer ses fonctions sans partialité, faveur ou considération et en respectant les règles d'éthique applicables ;
 - b) advenant le cas où il apprendrait que l'un des fournisseurs ou actionnaires ou encore membres du conseil d'administration de l'un d'entre eux lui serait apparenté ou aurait des liens d'affaires avec lui, ou qu'il serait en concurrence avec un des fournisseurs sous-évaluation, qu'il doit en avvertir sans délai le secrétaire du comité de sélection ;
- 7.5.4. Le secrétaire du comité de sélection doit s'assurer que les membres de ce comité disposent de l'information pertinente relativement à leur mandat et leur donne accès à une formation de base.

7. 6 Les mesures ayant pour but de prévenir toute autre situation susceptible de compromettre l'impartialité et l'objectivité du processus de demandes de soumissions et de la gestion du contrat qui en résulte

- 7.6.1 Les membres d'un comité de sélection doivent s'engager à ne divulguer aucun renseignement portant sur les discussions et les pointages attribués lors de leurs travaux.
- 7.6.2 La Municipalité adopte un règlement par lequel elle prévoit que lorsque la municipalité peut procéder par invitation de soumissionnaires dans le cadre d'un appel d'offres inférieur au seuil décrété par le ministre, que le directeur général peut procéder

Municipalité de Frontenac

à cette invitation, à la condition que leur identité soit tenue confidentielle jusqu'à l'ouverture des soumissions.

7.6.3 Le directeur général, ou son représentant dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres, est le seul pouvant émettre un addenda dans le cadre d'un processus d'appel d'offres pour lequel il est désigné. Il doit s'assurer de fournir et donner accès aux soumissionnaires une information impartiale, uniforme, égale et éliminer tout favoritisme.

7.6.4 Tout appel d'offres doit prévoir qu'aucune personne qui a participé à l'élaboration de l'appel d'offres ne peut soumissionner ni contrôler directement ou indirectement une entreprise soumissionnaire.

Ne sont toutefois pas visées par la présente exclusion, les personnes qui ont participé à l'élaboration de clauses techniques ou à l'estimation des coûts d'un projet, dans la mesure où les documents qu'ils ont préparés, incluant la ventilation détaillée des coûts, sont fournis à l'ensemble des soumissionnaires potentiels.

7.6.5 Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit produire une déclaration relative à ses intentions de sous-traiter lorsque cette option est permise et qui précise, le cas échéant, les sous-traitants visés de façon à limiter toute collusion possible.

Le soumissionnaire doit produire cette déclaration avec la soumission ou dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant une demande écrite de la municipalité à cet effet. Passé ce délai, le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

7.6.6 Tout appel d'offres doit prévoir que tout soumissionnaire doit affirmer solennellement, par une déclaration écrite qu'il doit joindre à sa soumission, qu'à sa connaissance et après vérification sérieuse, ni lui ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenter de communiquer avec un employé ou un membre du conseil de la Municipalité dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à cet appel d'offres, sauf dans le cadre d'une communication avec le directeur général ou son représentant dont les coordonnées apparaissent à l'appel d'offres.

Le soumissionnaire doit produire cette déclaration avec la soumission ou dans un délai de cinq (5) jours ouvrables suivant une demande écrite de la municipalité à cet effet. Passé ce délai, le défaut de produire cette déclaration a pour effet d'entraîner le rejet de la soumission.

7.7 Les mesures visant à encadrer la prise de toute décision ayant pour effet d'autoriser la modification d'un contrat

7.7.1 La Municipalité doit s'assurer que des réunions de chantier soient régulièrement tenues pendant l'exécution de travaux de construction afin d'assurer le suivi de l'exécution du contrat et particulièrement, le contrôle des coûts qui en résultent.

Conséquemment, des comptes rendus des réunions de chantier doivent être rédigés et déposés auprès de la municipalité dans les dix (10) jours suivant une telle réunion de chantier.

7.7.2 En cas d'imprévu et s'il devient nécessaire de modifier un contrat en cours de réalisation, les règles suivantes doivent être respectées :

- La modification doit être accessoire au contrat et ne pas en changer la nature
- Un fonctionnaire ne peut autoriser une modification d'un contrat entraînant un dépassement de coûts que dans la mesure où il respecte les seuils autorisés par le règlement de délégation du pouvoir de dépenser en vigueur, auquel cas il doit émettre un bon de commande
- Tout dépassement de moins de 5 000 \$ doit être autorisé, par écrit par le directeur responsable du projet
- Tout dépassement de plus de 5 000 \$ mais de moins de 15 000 \$ doit être autorisé par écrit par le directeur général
- Tout dépassement de plus de 15 000 \$ doit être autorisé par résolution du conseil municipal

La présente disposition n'a pas pour effet d'empêcher qu'un contrat puisse être conclu de manière urgente. Dans un cas de force majeure de nature à mettre en danger la vie ou la santé de la population ou à détériorer sérieusement les équipements municipaux, le maire peut passer outre aux présentes règles et adjuger le contrat nécessaire afin de pallier à la situation.

7.8 Mesures visant à favoriser la rotation des éventuels cocontractants à l'égard des contrats que la loi assujettit à de telles mesures

7.8.1 Lors de l'octroi de contrats que la loi assujettit à des mesures de rotation, notamment les contrats qui peuvent être passés de gré à gré en vertu de l'article 6.3, la Municipalité favorise, si possible, la rotation parmi les fournisseurs potentiels. La Municipalité, dans la prise de décision à cet égard, considère, notamment, les principes suivants :

- a) Le degré d'expertise nécessaire;
- b) La qualité des travaux, services ou matériaux déjà dispensés ou livrés à la Municipalité;
- c) Les délais inhérents à l'exécution des travaux, à la fourniture du matériel ou des matériaux ou à la dispense de services;
- d) La qualité des biens, services ou travaux recherchés;
- e) Les modalités de livraison;
- f) Les services d'entretien;
- g) L'expérience et la capacité financière requises;
- h) La compétitivité du prix, en tenant compte de l'ensemble des conditions du marché;
- i) Le fait que le fournisseur ait un établissement sur le territoire de la Municipalité;
- j) Tout autre critère directement relié au marché.

7.8.2 La Municipalité applique, dans la mesure du possible et à moins de circonstances particulières, les mesures de rotation suivantes :

- a) Les fournisseurs potentiels sont identifiés avant d'octroyer le contrat. Si le territoire de la Municipalité compte plus d'un fournisseur, cette identification peut se limiter à ce dernier territoire ou, le cas échéant, le territoire de la MRC ou de toute autre région géographique qui sera jugée pertinente compte tenu de la nature du contrat à intervenir;
- b) Une fois les fournisseurs identifiés et en considérant les principes énumérés à l'article 7.8.1, la rotation entre eux doit être favorisée, à moins de motifs liés à la saine administration;
- c) La Municipalité peut procéder à un appel d'intérêt ou une demande de prix afin de connaître les fournisseurs susceptibles de répondre à ses besoins. Lorsqu'elle procède à une demande de prix, la Municipalité n'est pas tenue d'octroyer le contrat au fournisseur ayant proposé le prix le plus bas;
- d) À moins de circonstances particulières, la personne en charge de la gestion du contrat complète, dans la mesure du possible, le formulaire d'analyse que l'on retrouve à l'Annexe IV;
- e) Pour les catégories de contrats qu'elle détermine, aux fins d'identifier les fournisseurs potentiels, la Municipalité peut également constituer une liste de fournisseurs. La rotation entre les fournisseurs apparaissant sur cette liste, le cas échéant, doit être favorisée, sous réserve de ce qui est prévu au paragraphe b) du présent article.

7.9 Mesures visant à favoriser les biens et les services québécois et les fournisseurs, les assureurs et les entrepreneurs qui ont un établissement au Québec.

Lorsque cela est possible et dans l'intérêt de la Municipalité, les biens et les services québécois ou autrement canadiens, de même que les entreprises ayant un établissement au Québec ou ailleurs au Canada sont préférées à tout autre concurrent lors de l'attribution d'un contrat de gré à gré ou lors d'envoi d'une invitation écrite à soumissionner lorsque le montant de la dépense est sous le seuil déterminé par le Ministre obligeant de procéder par appel d'offres public.

Pour les contrats de gré à gré, la Municipalité favorise l'envoi de demandes de prix auprès de ces entreprises en priorité à tout autre concurrent, lorsque de telles demandes sont justifiées. En cas d'égalité des prix, de la qualité des services ou, plus largement, de toute offre comparable sur ses éléments essentiels entre une entreprise québécoise et une entreprise canadienne, la Municipalité favorise l'attribution du contrat à l'entreprise québécoise.

Pour les contrats adjugés à la suite d'une invitation écrite à soumissionner, s'il ne lui est pas possible ou s'il n'est pas dans son intérêt de se limiter à ces personnes, la Municipalité révisé son besoin afin de déterminer si une nouvelle formulation peut permettre de les favoriser préalablement à l'envoi des invitations à soumissionner. Si, malgré cette révision du besoin, il demeure nécessaire ou dans l'intérêt de la Municipalité d'inclure des personnes ne répondant pas à

Municipalité de Frontenac

l'objectif du premier alinéa, la Municipalité peut réviser sa stratégie contractuelle pour considérer l'attribution du contrat de gré à gré, lorsque cela lui est permis.

Lorsque les circonstances ne permettent pas ou ne justifient pas de favoriser de telles entreprises, la Municipalité peut conclure un contrat avec un autre concurrent.

Lorsque la Municipalité utilise la mesure de l'article 6.3 du présent règlement, elle procède à une rotation des cocontractants lors de l'attribution des contrats de gré à gré ou de l'invitation des personnes à soumissionner, si cela est possible et dans son intérêt. Cette rotation doit être faite selon les mêmes critères que ceux déjà élaborés pour la rotation des fournisseurs qui se voient attribuer des contrats de gré à gré au-delà du seuil monétaire de 25 000 \$, mais inférieur de 60 000 \$, en vertu des dispositions du présent règlement de gestion contractuelle, avec les adaptations nécessaires.

ARTICLE 8 DISPOSITIONS FINALES

8.1 Tout membre du conseil qui contrevient au présent règlement est passible des sanctions prévues par l'article 938.4 du Code municipal.

8.2 Les obligations imposées par le présent règlement font partie intégrante de tout contrat de travail liant la Municipalité à un employé.

Tout employé qui contrevient à cette politique est passible de sanctions disciplinaires selon la gravité de la contravention commise, en fonction du principe de gradation des sanctions et pouvant entraîner une suspension sans traitement ou un congédiement.

8.3 Tout soumissionnaire ou cocontractant qui contrevient à des exigences qui lui sont imposées par le présent règlement est passible des sanctions qui y sont prévues, notamment le rejet de sa soumission, la résiliation de son contrat ou l'inéligibilité à présenter une soumission pour une période de cinq (5) années suivant une déclaration de culpabilité.

ARTICLE 9 ABROGATION DU REGLEMENT SUR LA GESTION CONTRACTUELLE

Le présent règlement remplace et abroge le « **Règlement no. 489-2024 modifiant le règlement no. 458-2021 concernant la gestion contractuelle** ».

ARTICLE 10 ENTREE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi et est publié sur le site Internet de la Municipalité.

De plus, une copie de ce règlement est transmise au MAMH.

Adopté à Frontenac, ce

2025.

Gaby Gendron, maire

Jean-Sébastien Roy, directeur général et greffier-trésorier

Municipalité de Frontenac

Annexe I

MUNICIPALITÉ DE FRONTENAC

APPEL D'OFFRES NUMÉRO _____
CONTRAT POUR _____

**DÉCLARATION ET ENGAGEMENT D'UN MEMBRE
D'UN COMITÉ DE SÉLECTION**

Je, soussigné, _____, à titre de membre du comité de sélection pour l'adjudication du contrat ci-haut mentionné, affirme solennellement que :

1. Je m'engage, en ma qualité de membre du présent comité de sélection :

- ☐ à ne pas mentionner que je suis membre du présent comité de sélection à qui que ce soit, sauf aux autres membres du comité de sélection ou au secrétaire du comité;
- ☐ à agir fidèlement et conformément au mandat qui m'a été confié, sans partialité, faveur ou considération et en respectant les règles d'éthique applicables;
- ☐ à ne pas révéler ou à faire connaître, sans y être tenu, quoi que ce soit dont j'aurais pris connaissance dans l'exercice de mes fonctions, sauf aux autres membres du comité de sélection, au secrétaire du comité et au Conseil de la Municipalité;

2. De plus, advenant le cas où j'apprenais que l'un des fournisseurs ou actionnaires ou encore membres du conseil d'administration de l'un d'eux me serait apparentée ou aurait des liens d'affaires avec moi, ou que je serais en concurrence avec un des fournisseurs sous évaluation, j'en avertirais sans délai le secrétaire du comité de sélection.

3. J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration;

NOM DU MEMBRE DU COMITE DE SELECTION : _____

SIGNATURE _____

DATE : _____

Affirmé solennellement devant moi à _____

Ce _____^e jour de _____ 20____

Commissaire à l'assermentation
Pour le Québec

Municipalité de Frontenac

Annexe II

MUNICIPALITÉ DE FRONTENAC
APPEL D'OFFRES NUMÉRO _____
CONTRAT POUR _____

DÉCLARATION DU SOUMISSIONNAIRE

Je, soussigné, _____, à titre de représentant dûment autorisé de _____ pour la présentation de la présente soumission, affirme solennellement que : *[chaque case applicable doit être cochée]*

- ☐ Je suis autorisé par le soumissionnaire à signer la présente déclaration en son nom;
- ☐ Je sais que la soumission ci-jointe peut être rejetée si les déclarations contenues à la présente ne sont pas vraies ou complètes;
- ☐ Je sais que le contrat, s'il m'est octroyé, peut être résilié si les déclarations contenues à la présente ne sont pas vraies ou complètes;
- ☐ J'ai lu et je comprends le contenu de la présente déclaration;

Je déclare qu'à ma connaissance et après vérification sérieuse:

- ☐ que la présente soumission a été établie sans collusion et sans avoir communiqué ou établir d'entente ou d'arrangement avec un concurrent;
- ☐ qu'il n'y a pas eu de communication, d'entente ou d'arrangement avec un concurrent relativement aux prix, aux méthodes, facteurs ou formules pour présenter un prix, à la décision de présenter ou ne pas présenter une soumission ou à la présentation d'une soumission qui ne répond pas aux spécifications de l'appel d'offres;
- ☐ que ni moi ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenter de communiquer avec un employé ou un membre du conseil de la Municipalité dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à cet appel d'offres, sauf dans le cadre d'une communication avec le directeur général ou son représentant, dont les coordonnées apparaissent à cet appel d'offres ;
- ☐ que ni moi, ni aucun collaborateur ou employé n'a communiqué ou tenté de communiquer avec un membre du comité de sélection, dans le but de l'influencer ou d'obtenir des renseignements relativement à cet appel d'offres.

Je déclare: [cocher l'une ou l'autre des options]

- ☐ que je n'ai, en aucun moment, directement ou par l'entremise d'une autre personne, effectué des communications

Municipalité de Frontenac

d'influence pour l'obtention du contrat auprès d'un membre du conseil ou d'un employé de la Municipalité;

OU

- ☐ que j'ai, directement ou par l'entremise d'une autre personne, effectué des communications d'influence pour l'obtention du contrat auprès d'un membre du conseil ou d'un employé de la Municipalité, mais qu'elles ont respecté la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme et le Code de déontologie des lobbyistes. Les personnes qui ont ainsi été contactées sont les suivantes :

Je déclare: [cocher l'une ou l'autre des options]

- ☐ que je suis un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme ;

OU

- ☐ que je ne suis pas un lobbyiste inscrit au registre des lobbyistes, instauré en vertu de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE : _____

SIGNATURE : _____

DATE : _____

Affirmé solennellement devant moi à _____

Ce _____^e jour de _____ 20____

Commissaire à l'assermentation
Pour le Québec

DÉCLARATION ET ENGAGEMENT D'UN SOUMISSIONNAIRE

Je, soussigné, _____, à titre de représentant dûment autorisé de _____ pour la présentation de la présente soumission, affirme solennellement que :
[chaque case applicable doit être cochée]

Je déclare qu'à ma connaissance et après vérification sérieuse :

- ☐ que ni moi, ni aucun collaborateur ou employé ou sous-traitant, associé à la mise en œuvre de la présente soumission, n'a été déclaré coupable dans les cinq (5) dernières années d'infraction à une loi visant à contrer le truquage des offres telles que la Loi prévoyant certaines mesures afin de lutter contre la criminalité dans l'industrie de la construction (L.Q., 2009, c. 57) et la Loi sur la concurrence (L.R., 1985, ch. C-34), ni de collusion, de manœuvres frauduleuses ou autre acte de même nature ou tenu responsable de tel acte à l'occasion d'un appel d'offres ou d'un contrat, par une décision finale d'un tribunal, d'un organisme ou d'une personne exerçant des fonctions judiciaires ou quasi judiciaires;

NOM DE LA PERSONNE AUTORISÉE : _____

SIGNATURE : _____

DATE : _____

Affirmé solennellement devant moi à _____

Ce _____^e jour de _____ 20____

Commissaire à l'assermentation
Pour le Québec

Annexe III

Extraits de la Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyisme (L.R.Q. c. T-11.0.11)

1. Constituent des activités de lobbyisme au sens de la présente loi toutes les communications orales ou écrites avec un titulaire d'une charge publique en vue d'influencer ou pouvant raisonnablement être considérées, par la personne qui les initie, comme étant susceptibles d'influencer la prise de décisions relativement :

1° à l'élaboration, à la présentation, à la modification ou au rejet d'une proposition législative ou réglementaire, d'une résolution, d'une orientation, d'un programme ou d'un plan d'action ;

2° à l'attribution d'un permis, d'une licence, d'un certificat ou d'une autre autorisation ;

3° à l'attribution d'un contrat, autrement que dans le cadre d'un appel d'offres public, d'une subvention ou d'un autre avantage pécuniaire, ou à l'attribution d'une autre forme de prestation déterminée par règlement du gouvernement ;

4° à la nomination d'un administrateur public au sens de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30), ou à celle d'un sous-ministre ou d'un autre titulaire d'un emploi visé à l'article 55 de la Loi sur la fonction publique (chapitre F-3.1.1) ou d'un emploi visé à l'article 57 de cette loi.

Le fait, pour un lobbyiste, de convenir pour un tiers d'une entrevue avec le titulaire d'une charge publique est assimilé à une activité de lobbyisme.

2. Sont considérés lobbyistes aux fins de la présente loi les lobbyistes-conseils, les lobbyistes d'entreprise et les lobbyistes d'organisation.

On entend par :

«**lobbyiste-conseil**» toute personne, salariée ou non, dont l'occupation ou le mandat consiste en tout ou en partie à exercer des activités de lobbyisme pour le compte d'autrui moyennant contrepartie ;

« **lobbyiste d'entreprise** » toute personne dont l'emploi ou la fonction au sein d'une entreprise à but lucratif consiste, pour une partie importante, à exercer des activités de lobbyisme pour le compte de l'entreprise ;

« **lobbyiste d'organisation** » toute personne dont l'emploi ou la fonction consiste, pour une partie importante, à exercer des activités de lobbyisme pour le compte d'une association ou d'un autre groupement à but non lucratif.

3. Sont considérés titulaires d'une charge publique aux fins de la présente loi :

1° Les ministres et les députés, ainsi que les membres de leur personnel ;

2° Les membres du personnel du gouvernement ;

3° Les personnes nommées à des organismes ou entreprises du gouvernement au sens de la Loi sur le vérificateur général (chapitre

Municipalité de Frontenac

V-5.01), ainsi que les membres du personnel de ces organismes ou entreprises ;

4° Les personnes nommées à des organismes à but non lucratif qui ont pour objet de gérer et de soutenir financièrement, avec des fonds provenant principalement du gouvernement, des activités de nature publique sans offrir eux-mêmes des produits ou services au public, ainsi que les membres du personnel de ces organismes ;

5° Les maires, les conseillers municipaux ou d'arrondissements, les préfets, les présidents et autres membres du conseil d'une communauté métropolitaine, ainsi que les membres de leur personnel de cabinet ou du personnel des municipalités et des organismes visés aux articles 18 ou 19 de la Loi sur le régime de retraite des membres du conseils municipaux (chapitre R-9.3).

4. La présente loi ne s'applique pas aux activités suivantes :

1° Les représentations faites dans le cadre de procédures judiciaires ou juridictionnelles ou préalablement à de telles procédures ;

2° Les représentations faites dans le cadre d'une commission parlementaire de l'Assemblée nationale ou dans le cadre d'une séance publique d'une municipalité ou d'un organisme municipal ;

3° Les représentations faites dans le cadre de procédures publiques ou connues du public à une personne ou à un organisme dont les pouvoirs ou la compétence sont conférés par une loi, un décret ou un arrêté ministériel ;

4° Les représentations faites, par une personne qui n'est pas un lobbyiste-conseil, relativement à l'attribution d'une forme de prestation visée au paragraphe 2° ou 3° du premier alinéa de l'article 2, lorsque le titulaire d'une charge publique autorisé à prendre la décision ne dispose à cet égard que du pouvoir de s'assurer que sont remplies les conditions requises par la loi pour l'attribution de cette forme de prestation ;

5° Les représentations faites, en dehors de tout processus d'attribution d'une forme de prestation visée au paragraphe 2° ou 3° du premier alinéa de l'article 2, dans le seul but de faire connaître l'existence et les caractéristiques d'un produit ou d'un service auprès d'un titulaire d'une charge publique ;

6° Les représentations faites dans le cadre de la négociation, postérieure à son attribution, des conditions d'exécution d'un contrat ;

7° Les représentations faites dans le cadre de la négociation d'un contrat individuel ou collectif de travail ou de la négociation d'une entente collective de services professionnels, notamment une entente visée par la Loi sur l'assurance maladie (chapitre A-29) ;

8° Les représentations faites, par une personne qui n'est pas un lobbyiste-conseil, pour le compte d'un ordre professionnel ou du Conseil interprofessionnel du Québec auprès du ministre responsable de l'application des lois professionnelles ou auprès d'un membre ou d'un employé de l'Office des professions relativement à l'élaboration, à la présentation, à la modification ou au rejet de propositions concernant le Code des professions (chapitre C-26), la loi ou les lettres patentes constitutives d'un ordre professionnel ou les règlements pris en vertu de ces lois ;

9° Les représentations faites, dans le cadre de leurs attributions, par les titulaires d'une charge publique ;

10° Les représentations faites en réponse à une demande écrite d'un titulaire d'une charge publique, y compris les représentations faites dans le cadre d'appels d'offres publics émis sous l'autorité d'un tel titulaire ;

11° Les représentations dont la divulgation risquerait vraisemblablement de nuire à la sécurité d'un lobbyiste ou de son client, d'un titulaire d'une charge publique ou de toute autre personne.

5. Ne constituent pas des activités de lobbyisme et, comme telles, sont exclues de l'application de la présente loi les communications ayant pour seul objet de s'enquérir de la nature ou de la portée des droits ou obligations d'un client, d'une entreprise ou d'un groupement en application de la loi.

Annexe IV

Formulaire d’analyse pour le choix d’un mode de passation

Besoin de la Municipalité	
Objet du contrat	
Objectifs particuliers (économies souhaitées, qualité, environnement, etc.)	
Valeur estimée de la dépense (incluant les options de renouvellement)	Durée du contrat
Marché visé	
Région visée	Nombre d’entreprises connues
Est-ce que la participation de toutes les entreprises connues est souhaitable?	Oui ☐ Non ☐
Sinon justifiez.	
Estimation du coût de préparation d’une soumission.	
Autres informations pertinentes	
Mode de passation choisi	
Gré à Gré ☐	Appel d’offres sur invitation ☐
Appel d’offres public régionalisé ☐	Appel d’offres public ouvert à tous ☐
Dans le cas d’un contrat passé de gré à gré, les mesures du Règlement de gestion contractuelle pour assurer la rotation sont-elles respectées?	Oui ☐ Non ☐
Si oui, quelles sont les mesures concernées?	
Sinon, pour quelle raison la rotation n’est-elle pas envisageable?	
Signature de la personne responsable	
Prénom, nom	Signature
	Date

Municipalité de Frontenac

Annexe V

MUNICIPALITÉ DE FRONTENAC

APPEL D'OFFRES NUMÉRO _____
CONTRAT POUR _____

DÉCLARATION DES EXIGENCES D'INTÉGRITÉ ET ENGAGEMENT

Sanctionné le 2 juin 2022, le projet de Loi 12 (*Loi visant principalement à promouvoir l'achat québécois et responsable par les organismes publics, à renforcer le régime d'intégrité des entreprises et à accroître les pouvoirs de l'Autorité des marchés publics*) a introduit de nouvelles obligations dans la *Loi sur les contrats et les organismes publics* (ci-après la « LCOP ») ayant des répercussions sur les conditions d'admissibilité à contracter avec des organismes publics, notamment en matière d'intégrité.

Ces exigences viennent préciser que tous les types de contrats adjugés à une entreprise, et ce, peu importe le mode d'adjudication doit fournir une déclaration dans laquelle elle reconnaît avoir pris connaissance des exigences d'intégrité et doit s'engager à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat.

La formule de la déclaration prévue à l'article 21.2 de la LCOP devant être produite par une entreprise en vue de la réalisation d'un contrat public a été publiée dans la [Gazette officielle du Québec, le 24 juillet 2024](#).

Municipalité de Frontenac

Annexe V (suite)

MUNICIPALITÉ DE FRONTENAC

APPEL D'OFFRES NUMÉRO _____
CONTRAT POUR _____

**DÉCLARATION DES EXIGENCES D'INTÉGRITÉ ET ENGAGEMENT À
PRENDRE TOUTES LES MESURES NÉCESSAIRES POUR Y SATIS-
FAIRE PENDANT LA DURÉE DU CONTRAT**

Nom de l'entreprise désirant contracter avec la Municipalité de Frontenac :

(ci-après désignée, l'entreprise)

Je, soussigné(e), _____, déclare avoir pris connaissance des exigences d'intégrité auxquelles le public est en droit de s'attendre d'une partie à un contrat public, et dont le respect est évalué au regard notamment des éléments prévus aux articles 21.26, 21.26.1 et 21.28 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (chapitre C-65.1), et je m'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour y satisfaire pendant toute la durée du contrat à être conclu.

Date : _____

Signature : _____

Nom et prénom du signataire autorisé : _____

Annexe VI

MUNICIPALITÉ DE FRONTENAC

APPEL D'OFFRES NUMÉRO _____
CONTRAT POUR _____

DÉCLARATIONS OBLIGATOIRES

Veuillez cocher les cases appropriées et fournir les pièces justificatives requises.

Inadmissibilité à contracter avec un organisme public

☐ Je confirme que le soumissionnaire n'est pas inscrit au Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) ni au Registre des personnes non admissibles aux contrats publics (RPNA).

☐ Je reconnais que si cette déclaration s'avère fausse, tout contrat octroyé sera nul et les sommes versées devront être remboursées.

Attestation de Revenu du Québec (RQ)

☐ Je joins à la présente soumission une attestation valide délivrée par Revenu du Québec.

☐ Je comprends que l'absence de cette attestation rend la soumission non conforme, sauf si elle est transmise entre le dépôt de la soumission et l'évaluation des offres, selon l'autorisation de la Municipalité.

Attestation de l'Office québécois de la langue française (OQLF)

Je déclare que mon entreprise : (Cochez l'une des options suivantes)

☐ **n'est pas assujettie** à l'obligation de s'inscrire auprès de l'OQLF.

☐ est **assujettie** et **possède** une attestation valide de l'OQLF (joindre une copie).

☐ est **assujettie**, mais est **en attente de l'attestation**, ayant fourni les documents requis dans les délais prescrits.

Signature du représentant autorisé

Je certifie que les renseignements fournis dans le présent formulaire sont exacts, complets et vérifiables. Je reconnais que toute fausse déclaration pourrait entraîner le rejet de la soumission ou la résiliation du contrat.

Nom : _____

Signature : _____

Date : ____ / ____ / ____

Municipalité de Frontenac

2025-124

Attendu qu'il est nécessaire de remplacer la déchiqueteuse utilisée pour le bureau par un modèle plus performant et d'utiliser celle qui a été achetée dernièrement dans le bureau du maire;

Il est proposé par M. René Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac achète une nouvelle déchiqueteuse chez Dubé Équipement de Bureau Inc. pour un montant d'environ 650\$.

Adoptée.

2025-125

Attendu que le directeur général et greffier-trésorier de la municipalité a rencontré le courtier en assurance de dommages de la FQM afin de mettre à jour notre dossier d'assurances;

Attendu qu'après cette visite, le courtier a proposé certaines couvertures que la municipalité pourrait ajouter à son dossier;

Attendu que certaines informations supplémentaires ont été demandées en ce qui concerne l'ajout d'une protection en cas de poursuite de nature criminelle;

Il est proposé par M. Andy Maheux,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la municipalité accepte d'ajouter à son dossier la couverture en cas de poursuite de nature criminelle, engendrant une surprime de 1 154\$.

Adoptée.

2025-126

Attendu qu'il est nécessaire de faire l'achat d'un bureau pour la coordonnatrice aux loisirs à la suite du réaménagement de son espace de travail dans les locaux de la bibliothèque;

Attendu qu'en lien avec les rénovations des bureaux municipaux, nous devons faire l'achat de 2 nouveaux classeurs;

Attendu qu'une recherche a été faite sur le site de la compagnie Bestar Inc. pour l'achat du nouveau bureau et auprès de Dubé Équipement de Bureau Inc. pour l'achat des classeurs;

Il est proposé par M. Marcel Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac achète auprès de la compagnie Bestar Inc. un nouveau bureau pour la coordonnatrice aux loisirs pour un montant de 1 400\$ plus taxes;

Que la Municipalité de Frontenac achète auprès de la compagnie Dubé Équipement de Bureau Inc., 2 classeurs horizontaux, pour un montant d'environ 3 000\$.

Adoptée.

2025-127

Attendu que la Municipalité de Frontenac doit embaucher un employé pour faire l'entretien des parcs, infrastructures et bâtiments;

Attendu que les membres du conseil responsables de l'employé à l'entretien des parcs, infrastructures et bâtiments ont rencontré M. Niko Quirion-Côté en entrevue;

Municipalité de Frontenac

Il est proposé par M. René Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac engage M. Niko Quirion-Côté comme employé à l'entretien des parcs, infrastructures et bâtiments, à compter du 21 avril 2025, selon les conditions établies dans son contrat de travail;

Qu'advenant la permanence de M. Niko Quirion-Côté, après ses 3 mois de probation, celui-ci aura droit à 2 semaines de vacances, non consécutives, et ce à compter de la date d'embauche comme employé permanent, et que par la suite, le nombre de semaines de vacances sera en fonction du guide de l'employé.

Adoptée.

2025-128

Attendu que pour donner suite à la visite d'un conseiller en prévention des risques en santé, sécurité au travail de la mutuelle FQM, des correctifs doivent être apportés dans l'ancienne partie et dans la nouvelle partie du garage municipal, en raison de l'absence de ventilation, de détecteurs de monoxyde de carbone et d'oxyde d'azote permettant de contrôler l'air ambiant durant l'utilisation de ces espaces;

Attendu qu'une soumission a été demandée à la compagnie Air Confort Dodier Inc. pour installer un détecteur de CO et de NOx industriel relié au système de ventilation afin que les concentrations admissibles de ces gaz soient respectées en tout temps;

Il est proposé par M. Marcel Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac accepte la soumission de la compagnie Air Confort Dodier Inc. pour l'installation d'un ventilateur d'évacuation pour le monoxyde de carbone et le dioxyde d'azote dans l'ancienne partie du garage municipal, pour un montant de 9 971.69\$ taxes incluses, excluant le branchement électrique, tel que mentionné dans la soumission datée du 17 avril 2025;

Que la Municipalité de Frontenac accepte la soumission de la compagnie Air Confort Dodier Inc. pour l'installation d'un ventilateur d'évacuation pour monoxyde de carbone et dioxyde d'azote dans la nouvelle partie du garage municipal, pour un montant de 6 547.77\$ taxes incluses, excluant le branchement électrique, tel que mentionné dans la soumission datée du 17 avril 2025.

Adoptée.

DEMANDE DE PRIX

ACHAT DE CHLORURE DE CALCIUM LIQUIDE

NOM	PRIX DU LITRE (incluant la fourniture, le transport et l'épan- dage, taxes incluses)
Transport Adrien Roy & Filles Inc.	0.5151 \$

2025-129

Attendu que la Municipalité de Frontenac a demandé un prix à la compagnie Transport Adrien Roy & Filles Inc. pour l'achat de chlorure de calcium liquide pour un prix au litre, pour la fourniture, le transport et l'épandage de chlorure de calcium liquide 35%, sur les chemins de gravier de la municipalité;

Municipalité de Frontenac

Il est proposé par Mme Lucie Boulanger,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac retienne les services de la compagnie Transport Adrien Roy & Filles Inc., pour la fourniture, le transport et l'épandage d'environ 44 000 litres de chlorure de calcium liquide 35% sur les chemins de gravier de la municipalité, pour un prix de 0.5151\$ le litre, taxes incluses, tel qu'indiqué dans leur offre.

Adoptée.

2025-130

Attendu que la Municipalité de Frontenac a embauché Mme Marie-Julie Blais comme employée pour faire l'entretien des chemins d'hiver;

Attendu qu'étant donné que sa période de probation de 3 mois est terminée, M. Jean-Sébastien Roy, directeur général et greffier-trésorier l'a rencontré afin de faire le point sur le travail qu'elle a effectué jusqu'à présent ainsi que pour discuter de son intérêt à poursuivre son travail comme employée permanente pour la municipalité;

Il est proposé par M. Marcel Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac confirme la permanence de Mme Marie-Julie Blais comme employée aux travaux publics, selon les conditions établies dans son contrat de travail et que ses autres conditions de travail seront établies en fonction du guide de l'employé.

Adoptée.

2025-131

Attendu que la Municipalité de Frontenac doit prévoir l'entretien journalier des salles de bain situées dans le bâtiment au parc riverain Sachs-Mercier;

Attendu que la municipalité souhaite aussi faire effectuer un entretien hebdomadaire des bâtiments situés à la plage du lac Aux Araignées;

Attendu que nous avons demandé des prix pour l'entretien journalier des salles de bain situées dans le bâtiment au parc riverain Sachs-Mercier ainsi qu'un entretien hebdomadaire des bâtiments situés à la plage du lac Aux Araignées, pour la saison 2025;

Il est proposé par Mme Sonya Provost,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac retienne les services de la compagnie Les Entretien IS Inc. pour effectuer l'entretien journalier des salles de bain situées dans le bâtiment du parc riverain Sachs-Mercier, pour un montant de 194.60\$ plus taxes par semaine, pour la période s'étendant du mois de mai au mois d'octobre environ;

Que la Municipalité de Frontenac retienne les services de la compagnie Les Entreprises GCD pour faire l'entretien hebdomadaire des bâtiments situés à la plage du lac Aux Araignées, pour un montant de 79.72\$ plus taxes par semaine, pour la période s'étendant du mois de juin au mois de septembre environ.

Adoptée.

Municipalité de Frontenac

2025-132

Attendu que la MRC du Granit organise des journées de formation pour les animateurs et animatrices de SAE et que ces formations sont obligatoires pour recevoir les services d'animation de la MRC;

Il est proposé par Mme Lucie Boulanger,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac inscrive les animatrices choisies pour le SAE aux cours de formation donnés par la MRC du Granit, tel que plus amplement décrit ci-dessous, savoir :

- Mme Lorane Bouchard, à titre d'animatrice : DAFA 2
- Mme Léa Blais, à titre d'animatrice : DAFA 2
- Mme Anylou Turcotte, à titre d'animatrice : secourisme et DAFA 1

Que les frais d'inscription et de transport seront payés par la Municipalité de Frontenac.

Adoptée.

2025-133

Attendu qu'il est nécessaire d'avoir une personne pour faire l'ouverture et la fermeture du centre multifonctionnel à compter de mi-mai 2025 jusqu'à l'automne prochain;

Attendu que la municipalité a approché Mme Annie Rodrigue-Leclerc pour s'occuper d'ouvrir et de fermer le centre multifonctionnel;

Il est proposé par Mme Mélanie Martineau,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac demande à Mme Annie Rodrigue-Leclerc pour faire l'ouverture et la fermeture du centre multifonctionnel à compter de la mi-mai 2025 jusqu'à l'automne prochain et qu'un montant forfaitaire de 700\$ lui soit payé.

Adoptée.

2025-134

Attendu que la municipalité a reçu une demande de la part de la famille d'une personne ayant déjà résidé dans la municipalité à un moment donné de sa vie, pour utiliser gratuitement la grande salle afin de servir le repas des funérailles;

Il est proposé par Mme Lucie Boulanger,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac n'a pas d'objection à prêter gratuitement la grande salle pour le service d'un repas pour les funérailles d'une personne qui résidait dans la municipalité au moment de son décès;

Que la résolution 2008-221 soit abrogée.

Adoptée.

2025-135

Attendu que la municipalité a obtenu l'acceptation de sa programmation numéro 1 dans le cadre du programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ) 2024-2028;

Attendu que cette programmation inclut notamment :

Municipalité de Frontenac

- des travaux de mise à jour des systèmes de communication pour l'eau potable et les eaux usées effectués par BC Service Électrique;

- la mise à jour du plan d'intervention des infrastructures municipales en eau potable et en eaux usées par la firme d'ingénierie Les services EXP Inc.;

Il est proposé par Mme Lucie Boulanger,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la municipalité accepte de réaliser les travaux inclus dans la programmation numéro 1 dans le cadre de la TECQ 2024-2028 telle qu'approuvée;

Que le mandat pour les travaux de mise à jour des systèmes de communication de l'eau potable et des eaux usées ainsi que le mandat pour la mise à jour du plan d'intervention des infrastructures municipales en eau potable et en eaux usées soient octroyés selon les modalités dans les soumissions obtenues;

Que la Municipalité de Frontenac accepte que M. Jean-Sébastien Roy, directeur général et greffier-trésorier, soit autorisé à signer tout document requis pour donner suite à la présente résolution.

Adoptée.

2025-136

Attendu que l'organisation du Gran Fondo Lac-Mégantic présente une compétition cycliste passant sur le territoire de la municipalité le 16 août 2025;

Attendu que le Gran Fondo Lac-Mégantic doit obtenir l'autorisation de la Municipalité de Frontenac pour le droit de passage sur son territoire;

Attendu que cet événement sportif cadre bien avec les aspirations touristiques de notre région;

Il est proposé par Mme Sonya Provost,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac autorise l'organisation du Gran Fondo Lac-Mégantic, à circuler sur le territoire de la municipalité le 16 août 2025;

Que la municipalité avise la Direction régionale du ministère des Transports, qu'elle n'a pas d'objection à la tenue de ces activités.

Adoptée.

2025-137

Attendu que le ministère des Transports et de la Mobilité durable a lancé le Programme d'aide au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) 2025-2028;

Attendu que ce programme vise à soutenir les municipalités dans la réalisation d'infrastructures favorisant les déplacements actifs et sécuritaires à l'intérieur des périmètres urbains;

Attendu que la municipalité souhaite déposer une demande d'aide financière dans le cadre de ce programme pour la réalisation d'une piste multifonctionnelle le long de la Route 204;

Attendu que la municipalité reconnaît l'importance de promouvoir les modes de transport actifs pour améliorer la qualité de vie des citoyens, favoriser la mobilité durable et renforcer la sécurité des déplacements;

Municipalité de Frontenac

Il est proposé par M. René Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la municipalité confirme son intention de déposer une demande d'aide financière dans le cadre du Programme d'aide au développement des transports actifs dans les périmètres urbains (TAPU) 2025-2028 pour la réalisation d'une piste multifonctionnelle sur la Route 204;

Que le directeur général et greffier-trésorier, M. Jean-Sébastien Roy, soit autorisé à préparer, compléter et transmettre la demande conformément aux modalités du programme, et à fournir tout document requis;

Que la municipalité s'engage à respecter les conditions du programme et à assumer sa part des coûts admissibles et non admissibles, s'il y a lieu.

Adoptée.

2025-138

Attendu que la Corporation du Patrimoine archéologique Méganticois développe un projet de mise en valeur du site archéologique situé sur son territoire;

Attendu que la corporation a déposé plusieurs demandes de subventions pour soutenir la réalisation de ce projet;

Attendu que la corporation requiert un soutien financier pour ses opérations afin d'augmenter les chances d'obtenir des réponses positives à ses demandes de financement;

Attendu que la municipalité souhaite appuyer la corporation dans ses démarches de développement patrimonial;

Attendu que la municipalité s'était initialement engagée à contribuer au montant de 4 000\$ par année pour une durée de trois (3) ans dans le cadre de l'entente de développement culturel conclue avec la MRC du Granit;

Il est proposé par M. René Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la municipalité accepte d'octroyer une contribution financière annuelle de 10 000\$ à la Corporation du Patrimoine archéologique Méganticois pour une période de trois (3) ans, soit pour l'année 2025, 2026 et 2027;

Que cette contribution soit destinée à soutenir les opérations de la corporation;

Que la municipalité retire son engagement initial de verser une contribution annuelle de 4 000\$ pour trois (3) ans dans le cadre de l'entente de développement culturel avec la MRC du Granit;

Que le directeur général et greffier-trésorier, M. Jean-Sébastien Roy, soit autorisé à informer officiellement la MRC du Granit de cette modification et à effectuer toute démarche administrative nécessaire.

Adoptée.

2025-139

Attendu que le lot 6 521 768, qu'une partie du lot 6 284 985 et qu'une partie du lot 6 284 984 du cadastre du Québec sont actuellement situés à l'intérieur du périmètre urbain tel que défini au schéma d'aménagement et de développement de la MRC du Granit;

Municipalité de Frontenac

Attendu que la municipalité ne prévoit pas de développement résidentiel à court ou moyen terme sur ces lots;

Attendu que la municipalité souhaite réaffecter la portion de périmètre urbain actuellement associée à ce lot vers d'autres secteurs du territoire municipal plus favorables à de futurs projets de développement résidentiel;

Attendu que toute modification du périmètre urbain nécessite une révision du schéma d'aménagement par la MRC du Granit;

Il est proposé par M. René Pépin,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la municipalité demande officiellement à la MRC du Granit d'entamer les procédures requises en vue de modifier son schéma d'aménagement et de développement afin de soustraire le périmètre urbain non utilisé actuellement situé sur les lots 6 521 768, 6 284 985 et 6 284 984 du cadastre du Québec;

Que la municipalité exprime son intention de réutiliser la portion de périmètre ainsi libérée pour soutenir d'éventuels projets de développement résidentiel sur d'autres lots de son territoire;

Que le directeur général et greffier-trésorier, M. Jean-Sébastien Roy, soit mandaté pour transmettre la présente résolution à la MRC du Granit et pour effectuer les suivis nécessaires avec les instances concernées.

Adoptée.

2025-140

Attendu que la Municipalité de Frontenac a reçu une demande de l'Association Baseball Mineur de Lac-Mégantic afin de pouvoir utiliser notre terrain de balle le mardi soir, et ce, pour environ 12 semaines de la mi-juin à la fin du mois d'août;

Il est proposé par Mme Mélanie Martineau,
Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la Municipalité de Frontenac permette à l'Association Baseball Mineur de Lac-Mégantic de pouvoir utiliser notre terrain de balle le mardi soir, et ce, pour environ 12 semaines de la mi-juin à la fin du mois d'août, pour un montant de 20\$ par journée d'utilisation.

Adoptée.

Période de questions :

En l'absence de personne dans la salle, aucune question n'a été posée.

Autres sujets :

- Budget révisé OMH 2025
- Banque d'heures avec PG Solutions
- Entretien de la pelouse et du terrain au parc riverain Sachs-Mercier
- Voie de contournement ferroviaire
- Barrage du lac Aux Araignées
- Demande de commandite au CSLE pour les Jeux du Québec
- Comité archéologique : pique-nique le 4 juillet 2025, corvée de nettoyage le 10 mai 2025
- Comité environnement et protection du lac : réunion prévue le 11 juin 2025
- Trans-Autonomie : projet avec la MRC de Brome-Missisquoi n'a pas été accepté, assemblée générale annuelle le 20 mai 2025

Municipalité de Frontenac

- Nombre de terrains de pickleball
- Demande de don de la Fondation du cancer refusée
- Dossier des pluies 2022
- Mise à jour du guide de l'employé
- Réparation de la camionnette grise
- Règlement sur le traitement par lampe UV pour les fosses septiques
- Demande refusée pour une réduction du tarif non-résident au SAE pour un 3^{ième} enfant
- Borne sèche sur le chemin Du Barrage

2025-141

Proposé par M. Marcel Pépin

Appuyé et résolu à l'unanimité par les conseillers présents:

Que la séance et la session de mai 2025 soient levées, 21h35.

Adoptée.

Gaby Gendron, Maire

Jean-Sébastien Roy, Directeur
Général et Greffier-Trésorier

Je, Gaby Gendron, maire, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de *l'article 142 (2) du Code municipal*.

CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT

Je soussigné, greffier-trésorier de la Municipalité de Frontenac, certifie qu'il y a des crédits disponibles aux prévisions budgétaires de l'année en cours ou aux surplus accumulés, pour les dépenses votées à la séance ordinaire du conseil de ce 6 mai 202, et ce, pour les résolutions 2025-121, 2025-124, 2025-125, 2025-126, 2025-127, 2025-128, 2025-129, 2025-130, 2025-131, 2025-132, 2025-133, 2025-135 et 2025-138.

Jean-Sébastien Roy, Directeur
Général et Greffier-Trésorier